

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 11 JANVIER 2008

**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(CHAMPAGNE-ARDENNE)**

NOR : *ASET0850287M*

IDCC : *1596*

Entre :

La fédération française du bâtiment Champagne-Ardenne ;

La fédération française des installateurs électriciens ;

La fédération Nord des SCOP BTP,

D'une part, et

La fédération CGT-FO BTP,

D'autre part,

Vu la convention collective régionale du 14 juin 2006, dans ses articles 2.6 (Indemnité de petits déplacements), 2.3 (Prime pour travaux occasionnels) et 2.4 (Outillage),

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er} de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment, non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives

d'employeurs et de salariés se sont réunies le 28 novembre 2007. Il a été convenu ce qui suit, au 1^{er} avril 2008 :

Indemnité de transport :

- zone 1A (0 à 5 km) : 1,10 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,75 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,30 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 5,00 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,60 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,30 €.

Indemnité de trajet :

- zone 1A (0 à 5 km) : 1,00 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,50 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 2,60 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 3,75 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 4,70 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,90 €.

Indemnité de repas : 8,15 €.

L'indemnité de repas est due, quelle que soit la zone, dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 de la convention collective régionale.

Article 2

Il est également convenu ce qui suit au 1^{er} avril 2008 :

Prime d'outillage : 7,50 €.

Prime horaire pour travaux occasionnels : 0,55 €/heure.

Article 3

Le présent accord sera effectif au 1^{er} avril 2008.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1^{er} et 2 dudit accord.

Article 4

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Reims, le 11 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)